

Les «noces» au fouet de Loubna

Loubna Al-Hussein est une journaliste soudanaise, connue dans son pays pour ses écrits dans le journal de gauche *Al-Sahafa*. Pour ne pas encourir les foudres de la police des mœurs locale, Loubna s'habille d'un vêtement ample qui la couvre des pieds à la tête. Seule coquetterie que se permet notre consœur, à l'instar de tant d'autres : elle porte un jean sous son «habit de pudeur». Vous en rencontrerez des milliers comme ça dans les rues d'Alger, de Ghaza ou de Djakarta. Loubna est donc une femme en hidjab, selon les canons du moment, et qui ne se dévoile que dans ses articles qui ne ménagent pas le régime. C'est sans doute là qu'il faut chercher, d'ailleurs, la cause réelle de ses récents déboires. Le 3 juillet dernier, Loubna Ahmed Al-Hussein, journaliste et employée d'une représentation locale des Nations unies, participait à une fête dans un restaurant de Khartoum. Un groupe de policiers investit les lieux à la recherche de femmes qui portent le pantalon, parmi les 300 ou 400 personnes présentes. Le port d'un jean, même recouvert d'un paréo descendant à mi-cuisses, étant assimilé à une tenue indécente. Loubna est donc conduite au commissariat en compagnie de douze autres jeunes femmes, dont plusieurs sont originaires du sud animiste ou chrétien, non astreint théoriquement à la charia.

Sur les treize jeunes filles emmenées au commissariat, dix sont convoquées quelques jours plus tard au même endroit. Elles reçoivent chacune dix

coups de fouet avant d'être remises en liberté, leurs tenues ayant été jugées non conformes mais relativement décentes. Une accusation plus grave est lancée contre de Loubna et de deux autres «prévenues», celle d'atteinte à la pudeur publique et de comportement indécent. En vertu de l'article 152 du code pénal soudanais, les trois accusées risquent d'être condamnées à une peine de 40 coups de fouet chacune. Mais Loubna est une femme qui a de la ressource et du ressort. Sitôt informée de la peine encourue, elle a fait imprimer quelques centaines de cartons d'invitation, de ceux qu'on utilise habituellement pour un mariage. Une photo de Loubna, telle qu'habillée le jour de la rafle, illustre l'invitation adressée, en priorité à des journalistes et à des diplomates étrangers. Ces derniers sont conviés à une noce peu commune puisqu'il s'agit de la flagellation en public de Loubna, et à une date non encore fixée. C'est ainsi que notre jeune consœur a choisi de riposter aux charges injustes et infamantes retenues contre elle : entourer l'affaire d'un maximum de publicité. Le résultat a dépassé toutes les espérances puisque la classe politique soudanaise s'est ébrouée à l'annonce de cette flagellation. A l'étranger, l'affaire a été largement médiatisée, à l'exception des journaux des pays proches du régime soudanais qui sont loin d'être majoritaires, heureusement.

«Je veux que les gens sachent ce qui s'est passé», a affirmé Loubna Al-Hussein sur le site «Facebook». Je le fais moins pour moi que pour les dix

jeunes filles fouettées. Imaginez leur état d'esprit lorsqu'elles sont sorties tête basse du commissariat. Imaginez le choc que cela représente pour leurs parents et leurs proches.

Qui va croire dans notre société qu'une jeune femme a subi le châtiement du fouet pour le simple fait d'avoir porté un pantalon ? Il faut que tout le monde apprenne la vérité sur ces flagellations. Elles sont quotidiennes et touchent des centaines voire des milliers de personnes. Il faut dénoncer l'injustice que constituent cet article 152 et ses applications. «Au moment où j'ai été arrêtée, je portais la même tenue que celle que j'arbore lorsque je passe à la télévision. Est-il concevable que l'on fouette une femme parce qu'elle porte un pantalon sous son vêtement traditionnel».

On peut imaginer aussi l'humiliation infligée à des centaines de femmes, invitées à une fête et littéralement assaillies par des groupes de policiers, défenseurs de la morale dite islamique.

Au Soudan de Omar Al-Bachir, accusé de génocide au Darfour par la Cour pénale internationale, les femmes sont les premières, et souvent les seules justiciables de la charia. On leur enseigne depuis l'enfance que l'islam a libéré la femme des entraves de la «djahilia», mais elles attendent toujours qu'on les libère du joug des mâles musulmans. Je m'étonne, au demeurant, que nos vaillants chevaliers de la foi n'aient pas protesté contre le fait que Lucy, notre aïeule supposée⁽¹⁾, soit exposée sans vêtements.

D'accord, c'est une très vieille grand-mère et on ne lui voit plus que les os, mais tout de même. Je parie que la prochaine copie qui sera commandée aux Ethiopiens sera celle d'une Lucy en hidjab, pour bien montrer que la charia peut s'appliquer avec effets rétroactifs. Ce qui serait encore plus dramatique, pour moi, c'est de découvrir un jour

que je pourrais être un lointain parent d'Abou-Soufiane ou de Karadhaoui, à cause de cette sacrée Lucy⁽²⁾.

Une qui devra revoir la sienne de copie, c'est la chaîne d'information saoudienne «Al-Arabia». Vendredi dernier, elle a tenté d'apporter sa pierre au système de défense hâtivement bâti autour de l'affaire des moines de Tibhirine. Elle nous a donc servi sur un plateau l'interview de l'émir des GIA, repent, Layada. Ce dernier a tenté tant bien que mal de rejeter les accusations surnoises que Paris nous sert avant chaque saison des amours. Ce monsieur qui a reconnu avoir commandité l'assassinat de Djaout, et qui a combattu l'ANP, se surprend aujourd'hui à défendre l'honneur de notre armée. Piètre avocat, puisque Layada n'est pas connu pour être quelqu'un de supérieurement intelligent. Il y en avait trop sur sa feuille de route : défendre en même temps Bouteflika, les généraux, les pirates du Boeing d'Air-France est une mission ardue. Vous vous rendez compte des efforts surhumains que cela exige d'une personne, normale, repentie et recyclée comme Layada ? Il est du bois dont on fait les inquisiteurs et même si la chaîne «Al-Arabia» s'est échinée à lui servir la soupe, le jeu n'en valait pas la chandelle. A trop vouloir prouver...

Sayed Qimni est un historien, comme le monde arabe en a bien peu. Il ne fait pas de l'auto-flagellation pour expier un crime depuis longtemps oublié. Dans un moment de faiblesse, il a fait acte de repentance publique reniant ce qu'il avait écrit, regrettant les vérités trop vite exprimées. Allez donc faire autrement quand vous avez un pistolet pointé sur votre nuque ou un couteau caressant votre jugulaire. Ce n'est pas exactement ce qui est arrivé à Qimni, mais ce qui aurait pu lui arriver, et le conditionnel est ici prémotion. Très vite, Sayed Qimni a surmonté sa peur, sa lâcheté,



Par Ahmed HALLI
halliahmed@hotmail.com

ont crié trop vite des écrivains, bien à l'abri dans des pays sûrs. C'est, entre autres, le jugement aussi péremptoire qu'injuste du philosophe jordanien Chaker Naboulci, et celui de quelques exilés libéraux, plus portés à l'incitation qu'à l'action. Sayed Qimni vient de recevoir la plus haute distinction de l'Etat égyptien, au titre des sciences sociales. Deux autres universitaires de renom, dont Hussein Hanafi⁽³⁾, ont reçu le même trophée, mais seul le nom de Qimni a soulevé une tempête à «Al-Azhar» et dans les milieux intégristes. On a entendu et lu des protestations qui ressemblaient à autant d'appels au meurtre émanant de théologiens qui prononcent des sentences et se lavent les mains par avance de leur exécution.

A. H.

- (1) Au fait, que deviennent Adam et Eve dans tout ça ?
- (2) Au fait, pourquoi un tel déploiement de forces pour protéger finalement une copie ? N'oublions pas que nous sommes à l'ère des clones et que ce qui est bon pour Lucy peut l'être pour qui vous voulez.
- (3) Ce dernier a été surnommé le «Vicaire du diable» par les islamistes.

CONDOLÉANCES

Les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie*, très affectés par le décès de

Ali Laghmouche Ali dit Habib

beau-frère de leur frère et ami Zoubir Souissi, présentent à ce dernier ainsi qu'à la famille du défunt leurs condoléances les plus attristées et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

Que Dieu le Tout-Puissant accueille le défunt en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Coupures de courant. Toutes les régions du pays sont touchées. Même...

... Bougie !

Quand tu lis que l'Algérie va ouvrir aujourd'hui les plis pour l'importation d'un million de tonnes de ciment (la Une du *Soir d'Algérie* d'hier), t'es bien obligé de te poser une nouvelle fois la question : trois mandats successifs pour en arriver là ? La même question que tu te posais déjà l'autre fois avec l'annonce confirmée du départ définitif des investisseurs émiratis. Finalement, les questions simples, non idéologues, non enrobées de mots empesés, non agrémentées d'arabesques ont du bon. Pourquoi avoir attendu 3x5 ans pour voir le pays importer un million de tonnes de ciment ? J'ai pourtant le souvenir de ventes de cimenteries algériennes à des opérateurs étrangers, kermesses grandioses au cours desquelles, entre les petits fours et le champagne, on nous jurait, la bulle à l'œil que le ciment importé, c'était fini ! De manière encore plus simple, encore plus triviale, encore plus terre à terre, je rappelle qu'avant la grande braderie du secteur public du ciment, citoyen lambda, sans connaissances dans le monde du ciment, je payais mon sac 350 DA chez le quincailler du quartier. Aujourd'hui, avec des cimenteries reprises — entre autres par les frères arabes — non seulement mon sac de ciment a flambé, il est quasiment introuvable et en plus mon quincailler a vu sa famille raton-

née dans sa vallée d'origine. Joli climat d'ensemble ! Une mandature se juge aussi à travers un sac de ciment. Raison de plus pour que le diagnostic cimenté soit encore plus féroce au bout de trois mandatures successives. C'est quasi mathématique ! Lorsque le bâtiment va, tout va. Alors, si le ciment va mal, le bâtiment claudique et le pays est paralysé. C'est là un axiome garanti 0 % idéologie et parti pris. Une option phare des 3 mandats nous a été vendue comme condition nécessaire au plan de relance, celle de la cession de pans entiers de notre production nationale, dont celui du ciment. Cette option s'est plantée grave, lamentablement et nous nous retrouvons à devoir démarcher, puis ouvrir les plis de fournisseurs étrangers qui vont nous fourguer pour plus d'un million de tonnes de ciment. Pourquoi ? Why ? Pourquoi ? Waâ'lah ? Autre question tout aussi débarrassée d'a priori idéologiques et d'arrière-pensées vicieuses : sommes-nous donc condamnés depuis 3x5 ans à faire face aux pénuries en important au coup par coup des bateaux de pommes de terre, des cales entières de ciment, des containers de sardines tunisiennes ou encore des terminaux frigorifiques entiers de viande ? Que ce bricolage dure 1x5 ans, passe encore. Qu'il se prolonge sur 2x5 ans, c'est déjà difficile à digérer. Mais 3x5 ans ? C'est bezef, Khouya ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com

